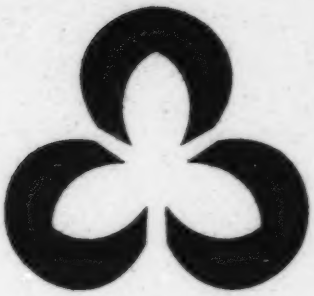


**Ontario**
**Share and Deposit**
**Insurance Corporation**

**La Société**
**ontarienne d'assurance**
**des actions et dépôts**

# RAPPORT ANNUEL 1990

91-05564/

À nos établissements membres,
les caisses populaires et credit unions de l'Ontario,
et à l'honorable Brian Charlton,
ministre des Institutions financières

La Société ontarienne d'assurance des actions et dépôts
Bureaux:
4711, rue Yonge, bureau 700,
North York (Ontario)
M2N 6K8
(416) 730-8690

Couverture imprimée sur papier recyclé

## MISSION DE LA SOCIÉTÉ

Accroître la sécurité et la confiance des déposants et sociétaires des caisses populaires et credit unions de l'Ontario en les pourvoyant de l'assurance-dépôts universelle prévue par la Loi.

En nous acquittant de notre mission, nous travaillons de concert avec les caisses populaires et les credit unions ainsi qu'avec les fédérations et les organismes de réglementation pour élaborer et mettre en oeuvre des pratiques et des mesures de protection destinées à réduire au minimum les demandes d'indemnisation, pour que l'assurance-dépôts soit toujours offerte au prix le plus bas possible.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

De gauche à droite - Première rangée: David W. Pretty, Lili-Ann Renaud-Foster, Kenneth R. Oswell.

Deuxième rangée: R. William Lawson, James G. McPherson, Ronald A. Marion, Jean-Baptiste Alie, Roland Sewell, Matthew Gaasenbeek.

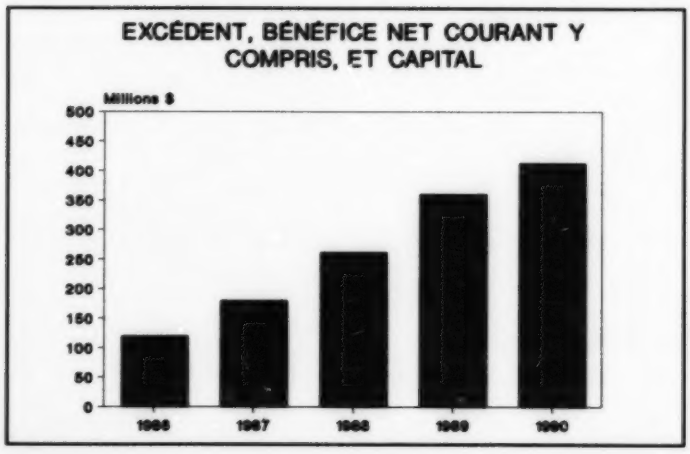
## MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Kenneth R. Oswell, FCA,FCMC**
***Président du conseil d'administration***

L'exercice 1990 a été encourageant pour les caisses populaires et credit unions de l'Ontario. Leur bénéfice a continué de croître, tant en termes absolus qu'en pourcentage de l'actif.

En outre, l'excédent et le capital affichent une augmentation, atteignant un total de 412,2 millions de dollars au 31 décembre 1990, soit 3,79 % de l'actif. Ce total représente un gain de 52,5 millions de dollars, soit 0,26 %, sur les chiffres et ratio correspondants d'il y a un an.

Autre évolution positive, le nombre d'établissements déclarant un déficit est en baisse, s'établissant à 40 au 31 décembre 1990, par rapport à 49 un an plus tôt. Par ailleurs, l'actif de ces établissements, se chiffrant à 871,7 millions de dollars, représentait 8,0 % dans l'actif global des établissements du mouvement, soit 12,4 % de moins par rapport à la fin de l'exercice précédent.




La Société ontarienne d'assurance des actions et dépôts (SODAD) continue à réaliser des progrès dans ses initiatives d'effacement des déficits, et, bien que les appels aux Fonds d'assurance continuent, je suis heureux d'annoncer que l'insuffisance de celui-ci a diminué de près de 10 millions de dollars par rapport à la fin de l'exercice 1989.

Les pertes actuellement connues nous autorisent à croire que nous arriverons à réduire davantage cette insuffisance en 1991, ce qui aidera à améliorer la situation financière de la SODAD.

Comme je l'ai mentionné il y a un an, la qualité de la capitalisation constitue une des pierres angulaires de la stabilité financière. À cet égard, il reste essentiel qu'un amendement futur de la Loi autorise au mouvement ontarien l'accès à des sources de capital autres que le bénéfice non distribué.

Au moment d'aller sous presse, l'économie ontarienne devient de plus en plus vulnérable au repli général de la conjoncture économique nord-américaine. Aussi convient-il d'assurer la mise en

oeuvre systématique de pratiques prudentes en matière de prêts et, au demeurant, de saines pratiques commerciales.

Ceci est d'autant plus nécessaire que la concurrence dans le secteur financier ne cesse de s'intensifier. Les révisions des projets de loi concernant les établissements financiers sur lesquelles le Parlement se penche actuellement donneront lieu à un élargissement des pouvoirs de bon nombre de ces établissements.

De ce fait, la mise en oeuvre de saines pratiques commerciales, au moment où la concurrence s'acharne, constituera un véritable défi pour les dirigeants et les administrateurs des caisses populaires/credit unions.

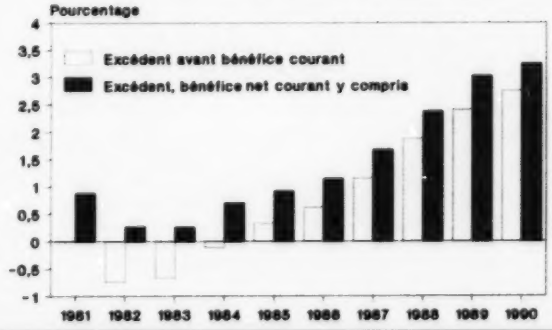
En réponse à notre conjoncture économique en évolution, les organismes de réglementation en Amérique du Nord réclament avec de plus en plus d'insistance une surveillance méticuleuse de la stabilité de nos établissements financiers.

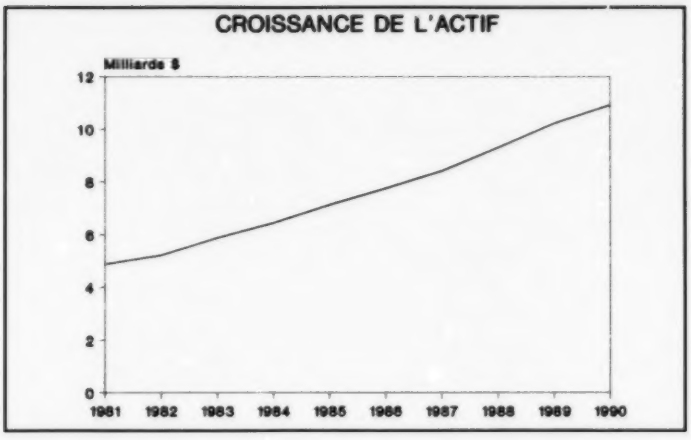
À la fin de 1990, les fonds de stabilisation canadiens et les assureurs de dépôts du Canada ont constitué un groupe chargé d'étudier la présentation et le contenu des rapports rédigés par les vérificateurs externes. Généralement, les autorités de réglementation et les assureurs de dépôts cherchent à obtenir plus de renseignements de la part des vérificateurs.

Or, il convient que ces renseignements soient communiqués aux parties prenantes des caisses populaires et credit unions, et qu'ils comprennent une évaluation de la qualité des pratiques commerciales.

En l'occurrence, la SODAD fait bon accueil et souscrit à l'exposé-sondage de l'Institut Canadien des Comptables Agréés concernant les rapports dérivés sur les établissements financiers réglementés et se réjouit de la perspective de voir inclure ces informations dans le rapport du vérificateur.

**RATIO EXCÉDENT/ACTIF DES CAISSES POPULAIRES ET CREDIT UNIONS DE L'ONTARIO**





Cet exposé-sondage, en effet, propose des normes qui s'appliquent quand les organismes de réglementation demandent aux vérificateurs d'exprimer leur opinion sur certaines activités, au chapitre des saines pratiques commerciales, qu'ils ont constatées au cours de leur examen.

Comme il y a un an, je tiens à remercier les membres des comités consultatifs de la SODAD du temps et des efforts qu'ils ont consacrés à faire en sorte que nos délibérations tiennent compte du point de vue de l'industrie. Leur apport, par ailleurs indispensable, est hautement apprécié.

Pour terminer, je voudrais remercier mes collègues du Conseil, la direction et le personnel de leur fidèle appui. Tous méritent des éloges pour leur haut niveau de professionnalisme et de dévouement à la solidité financière des caisses populaires et credit unions de l'Ontario.

Au nom du conseil d'administration,

Kenneth R. Oswell
*Président du conseil d'administration*

## RAPPORT DU PRÉSIDENT

George McIntyre, FCA
*Président de la Société*

Au cours de l'exercice écoulé, la SODAD a continué à exercer son mandat : favoriser la sécurité et la confiance qu'offre le mouvement des caisses populaires et credit unions de l'Ontario aux déposants et aux détenteurs de parts sociales. À cette fin, nous maintenons une étroite collaboration avec les fédérations et le ministère des Institutions financières.

Étant donné les incertitudes économiques auxquelles nous faisons face ces temps-ci, il est essentiel, cette année encore, de souligner l'importance d'atteindre les niveaux exigés d'excédent et de capital. Il faut, en effet, que les caisses populaires et credit unions de l'Ontario se conforment avant la fin de 1997 aux exigences réglementaires dans ce domaine, notamment un minimum d'excédent et de capital égal à 5 % de leur actif.

Aussi, conseillée en cela par le Comité consultatif de la suffisance de capital, la SODAD a-t-elle examiné les plans de redressement des caisses populaires et credit unions qui ne se sont pas encore conformées à la directive du ministère des Institutions financières. Par la suite, des recommandations pertinentes ont été faites au Directeur des caisses du ministère des Institutions financières.

L'importance de la formation du capital-risque a retenu l'attention nationale à la faveur des activités du groupe de travail sur la suffisance de capital de la Société canadienne de crédit coopératif. La SODAD se félicite des initiatives de ce forum national établi pour déterminer les rapports de risque entre prêts et capital. Ce rapport est tel qu'il incombe aux prêteurs de suivre des pratiques prudentes de crédit.

Outre son insistance sur la nécessité d'accroissement de l'excédent et du capital, la SODAD continue à encourager la mise en oeuvre de saines pratiques commerciales. À cette fin, les dernières sections du manuel «Saines pratiques commerciales...» ont été rédigées et diffusées au cours de l'exercice étudié.

Afin de favoriser la mise en oeuvre de ces lignes directrices, notre personnel a donné des exposés sur les principaux aspects du manuel à divers forums régionaux et autres du mouvement. La SODAD serait négligente si elle ne reconnaissait pas la contribution importante du Comité des saines pratiques commerciales à la réussite de la diffusion de ce manuel.

Au cours de 1990, le Service de la protection des dépôts a réglé le déficit de 10 caisses populaires et credit unions. Ce règlement a été opéré principalement par la cession de leur portefeuille à des établissements voisins viables, par la vente de l'actif ou par une convention de dissolution par mandataire.

Nous avons, au cours de l'exercice écoulé, pris six nouveaux établissements sous notre tutelle. En outre, à la suite de la fermeture de plusieurs sociétés industrielles, nous avons été invités à apporter notre concours à la liquidation méthodique des credit unions affiliées à ces sociétés, qui déclaraient un excédent. Ces fermetures continuent, bien entendu, à nous préoccuper, vu la conjoncture économique actuelle.

Par contre, ce qui est plus positif, nous sommes heureux d'annoncer le succès obtenu par six caisses populaires et credit unions qui sont parvenues, par leurs propres efforts, à redresser leur situation financière en éliminant leur déficit et en créant un excédent confirmé par les vérificateurs.

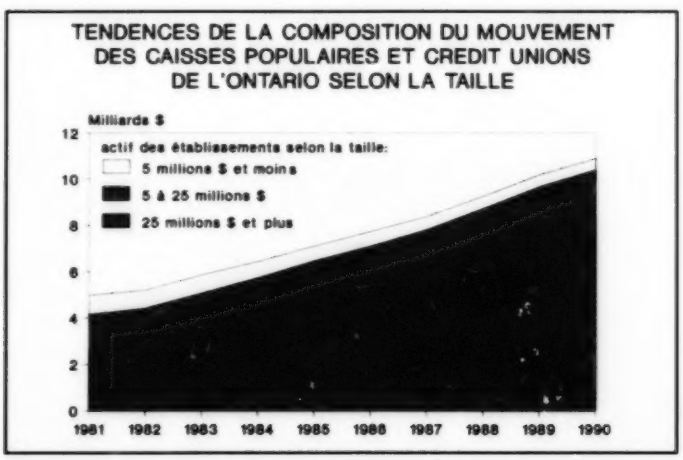
Les primes d'assurance-dépôts de 2,10 $ par 1 000 $ de parts sociales et de dépôts sont restées inchangées par rapport aux deux exercices précédents. Au cours de l'exercice écoulé, la SODAD a réussi à réduire l'insuffisance de son fonds d'assurance à 90,7 millions de dollars au 31 décembre 1990, par rapport à 100,3 millions de dollars au 31 décembre 1989.

Cette réduction a pu être réalisée grâce à la combinaison de plusieurs facteurs: des recouvrements plus importants qu'il n'était prévu d'éléments d'actif gérés par la SODAD, un dividende intérimaire reçu de la succession de la Toronto Board of Education Staff Credit Union Limited, un revenu de primes encaissées supérieur au total des frais d'exploitation et du coût des emprunts.

Parellèlement à ces réalisations, nous avons pu contenir la croissance des frais d'exploitation à moins de 1 %. Malheureusement, le coût des emprunts a été supérieur de près de 13 % à celui de 1989. Nous espérons pouvoir, grâce aux économies réalisées en conséquence de la baisse des taux d'intérêt, réduire davantage l'insuffisance du fonds.

Pour conclure, on peut dire, pour résumer l'essentiel de l'exercice écoulé, qu'il se caractérise par la consolidation du mouvement. Au moment d'aller sous presse, le Canada est en proie à une récession dont la durée est incertaine. Cependant, nous sommes d'avis que le mouvement, dans son ensemble, est plus solide qu'au moment où il faisait face à la récession au début des années 1980.

Aussi est-il nécessaire que la direction et le conseil d'administration soient vigilants dans l'exercice de leurs fonctions afin de gérer avec succès leurs caisses populaires et credit unions respectives au cours de cette période.



George McIntyre
*Président de la Société*

## RÉSUMÉ DES OPÉRATIONS

### Service de la protection des dépôts

Le Service de la protection des dépôts a été institué en 1987, dans la foulée du Programme de changement, lorsque le gouvernement de l'Ontario a confié à la SODAD la responsabilité directe d'éliminer les déficits cumulés par le mouvement.

Au cours de 1990, ce service a continué de mettre la priorité sur l'effacement des déficits en étroite collaboration avec les conseils d'administration et les directions locales des établissements visés, en vue de promouvoir et de réaliser leur assainissement par le biais de leurs bénéfices non répartis plutôt qu'aux dépens du fonds d'assurance-dépôts de la SODAD. Au cours de l'exercice 1990, six caisses populaires et credit unions ayant un actif total de 60,5 millions de dollars ont réussi à revenir à une situation excédentaire en vertu de ce programme.

Quand le redressement ne peut être opéré au moyen de ressources internes, la SODAD intervient directement. Habituellement, elle règle le déficit par la cession des opérations de l'établissement en difficulté à une caisse populaire ou credit union plus

De droite à gauche: **George McIntyre,** Président de la SODAD;
**C. William D. Foster,** vice-président, Service de la protection des dépôts;
**David J. Hughes**, vice-président, Finances et administration/Trésorier;
**Badrudeen Baksh**, vice-président, Pratiques de la gestion financière et surveillance.

robuste. Dans les cas où cette stratégie s'avère inapplicable, une formule de dissolution méthodique est mise en oeuvre par laquelle une assistance est offerte aux sociétaires pour transférer leurs comptes à un autre établissement financier coopératif de leur choix. Au cours de l'exercice, dix établissements déficitaires ayant un actif total de 58 millions de dollars ont fait l'objet de ce genre de dissolution.

La plus grande partie des déficits monétaires cumulés depuis l'entrée en vigueur du Programme de changement sont maintenant effacés, et les pertes à ce titre sont dûment provisionnées dans les états financiers de la SODAD. Le montant global des déficits déclarés par des caisses populaires et credit unions en exploitation active, y compris celles en situation déficitaire nouvellement identifiées, lesquelles n'ont pas fait l'objet d'un règlement final, a été réduit à 21 millions de dollars contre près de 100 millions de dollars il y a quatre ans. De ce chiffre de 21 millions de dollars, une provision de 13 millions de dollars figure déjà dans les états financiers de la SODAD en prévision d'un éventuel recours au Fonds d'assurance-dépôts.

Au cours de l'exercice, six nouvelles situations déficitaires ont été identifiées, dont deux ont été déjà réglées. Dans beaucoup de cas, ces situations résultent d'une fermeture d'usine, de mises à pied ou du fait que la caisse populaire ou credit union n'a plus de raison d'être.

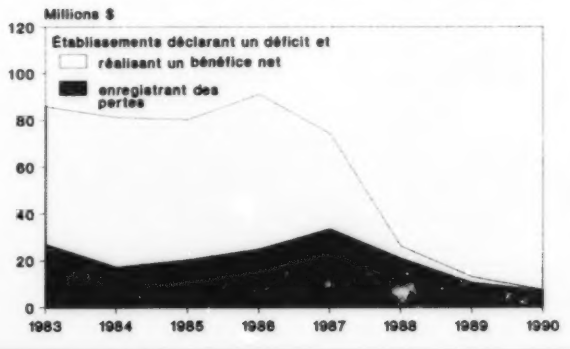
S'il est vrai que leur incidence est en baisse, il reste que les pertes causées par la fraude, la malhonnêteté ou la mauvaise gestion restent fort préoccupantes. Une analyse de l'ensemble des charges portées au débit du fonds d'assurance-dépôts au cours des quatre derniers exercices révèle que, si la fraude et la malhonnêteté constituent le principal facteur dans 24 % des cas de faillite, en revanche ces mêmes délits représentent plus de 43 % des pertes monétaires.

Le redressement de certains déficits dûs à ce genre de pertes a été réalisé en 1990 par suite de demandes de règlement en vertu de polices d'assurance-cautionnement et par l'introduction de poursuites. Des enquêtes en cours ont abouti à la condamnation et à des peines dans le cas de plusieurs personnes. Nous nous attendons à ce que ces mesures dissuadent d'autres de se livrer à de pareils actes.

La SODAD continue d'oeuvrer en étroite collaboration avec les représentants du mouvement, les fédérations et le ministère des Institutions financières, à la définition et à la mise en oeuvre de mesures de protection plus efficaces afin de minimiser l'éventualité de pertes futures. À cet égard, il est encourageant de noter l'amélioration de l'excédent et du capital de l'ensemble du mouvement, et particulièrement des établissements qui avaient déclaré un déficit par le passé.

En 1987, quand ce service a été mis sur pied, 90 caisses populaires et credit unions faisaient état d'un déficit dans leurs états financiers vérifiés. Depuis lors, 43 autres situations déficitaires ont été constatées par vérification. Voici la situation actuelle de ces 133 établissements:

**DÉFICITS DÉCLARÉS, COMPTE TENU DU BÉNÉFICE NET COURANT, DES CAISSES POPULAIRES ET CREDIT UNIONS DE L'ONTARIO**



96 établissements : situation réglée

| | |
|---|---|
| Établissements déficitaires entièrement redressés | 41 |
| Cession des opérations à d'autres établissements | 43 |
| Établissements dissous | 12 |
| | 96 |

37 établissements : situation en attente de règlement

| | |
|---|---|
| Établissements rentables encore en déficit | 14 |
| Établissements sous la tutelle de la SODAD | 5 |
| Autres établissements à régler | 18 |
| | 37 |
| Nombre total | 133 |

Les efforts seront maintenus pour résoudre les difficultés auxquelles ces établissements déficitaires font face. En l'occurrence, nous sommes très reconnaissants aux membres du Comité consultatif de la protection des dépôts de leurs conseils et appui sans relâche.

En effet, ce comité ne cesse d'apporter sa précieuse contribution à nos initiatives et stratégies d'effacement des déficits. Nous tenons également à remercier les caisses populaires et credit unions, les fédérations de l'Ontario ainsi que le ministère des Institutions financières, de toute l'assistance qu'ils nous ont offerte au cours de l'exercice écoulé.

## Service de la gestion financière et surveillance

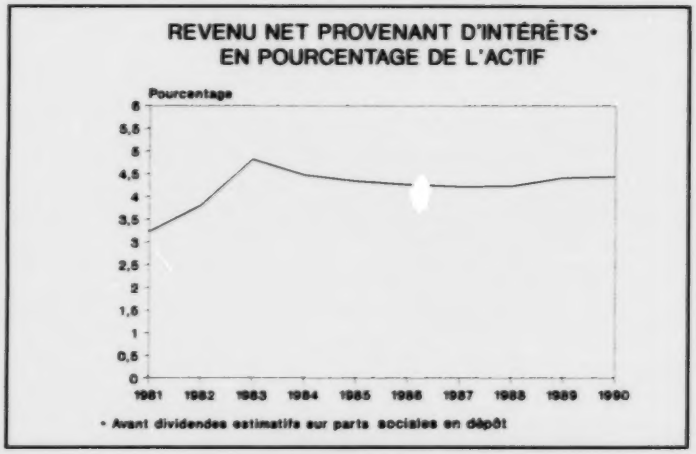
Le Service de la gestion financière et surveillance travaille en collaboration avec les organismes de réglementation et les fédérations en vue de réduire le risque de pertes futures au sein du mouvement ontarien des caisses populaires et credit unions.

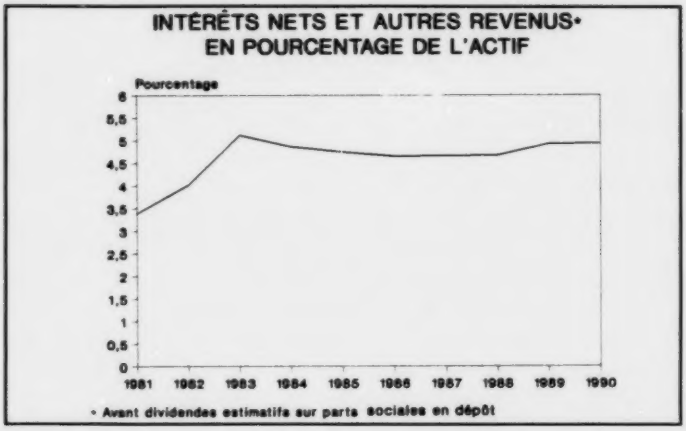
De concert avec trois comités consultatifs de l'industrie, le service établit des normes de rendement financier, met au point des saines pratiques commerciales, procède à des évaluations et prépare des rapports sur le rendement, la situation et les plans de réhabilitation des caisses populaires et credit unions.

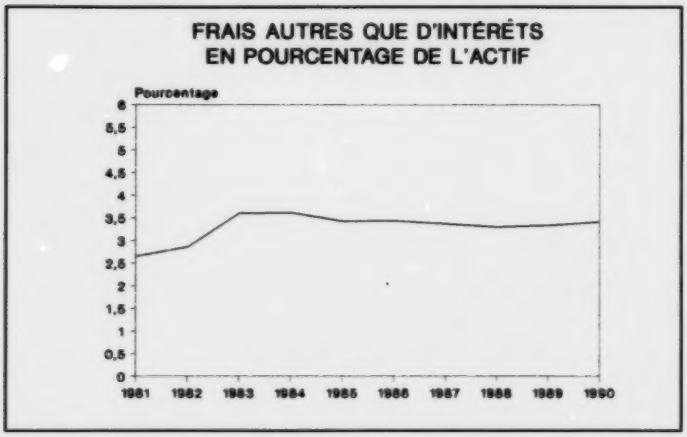
D'autre part, le service favorise la correction rapide des problèmes identifiés en étudiant ces situations avec les fédérations, le Ministère et les caisses populaires et credit unions en cause.

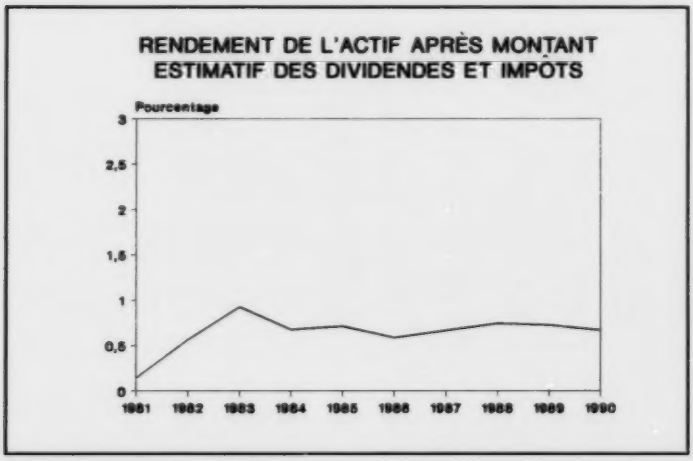
En 1990, 112 caisses populaires et credit unions ayant un actif global d'environ 2,9 milliards de dollars ont participé à un programme d'assainissement du capital qu'administrent conjointement la SODAD et le ministère des Institutions financières, avec le concours du Comité consultatif de la suffisance de capital.

Les plans de redressement des caisses populaires et credit unions incapables de se conformer aux exigences minimales en matière d'excédent et de capital que prescrit la Loi provinciale ont été examinés et leur exécution a été soumise à une surveil-






lance assidue. Le personnel de réseau de la SODAD a traité des points faibles avec les directions et conseils d'administration des caisses populaires/credit unions en recommandant des lignes de conduite pour améliorer leur résultats d'exploitation.

Dans le cadre du processus annuel de renouvellement de l'assurance-dépôts, le service analyse les états financiers vérifiés ainsi que les rapports des vérificateurs de toutes les caisses populaires et credit unions de la province. Quand ces rapports et autres informations révélaient des tendances négatives au niveau du rendement, la SODAD en a informé le ministère des Institutions financières et a demandé que ces caisses populaires et credit unions soient soumis à un examen.

La Société se fie aux examens ministériels et aux rapports du vérificateur pour exercer ses responsabilités en matière de prévention des pertes, conformément à la Loi.

Également en vertu du mandat que la Loi lui confie, la Société a poursuivi la collecte des données financières trimestrielles sur les caisses populaires et credit unions, ainsi que la production de rapports sur la situation et le rendement des établissements du mouvement. Or, au cours de l'exercice écoulé, nous avons mis en place une nouvelle série de

mesures et de lignes directrices exhaustives permettant la quantification du rendement dans nos rapports comparatifs sur le rendement des caisses populaires et credit unions.

Par ailleurs, les mécanismes de pré-alerte de la Société ont été améliorés. La SODAD finira bientôt sa transition à une nouvelle technologie informatique qui facilitera encore davantage l'accès des usagers à sa base de données sur les caisses populaires/ credit unions.

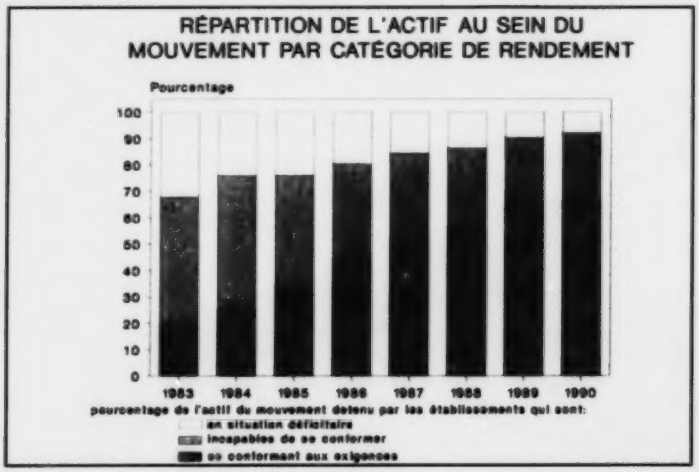
La production et la diffusion du manuel «Saines pratiques commerciales pour les caisses populaires et credit unions de l'Ontario» ont été achevées au cours de l'exercice. Ce manuel représente une réalisation importante pour le mouvement coopératif tant sur le plan provincial que national.

Le mouvement de l'Ontario a été le premier à formuler des normes aussi complètes de saines pratiques commerciales. Tant les conseils d'administration que les directions des caisses populaires et credit unions ont été encouragés à collaborer à l'adoption de stratégies pour la mise en oeuvre de saines pratiques commerciales par des initiatives de dialogue permanent et par l'emploi d'un guide de mise en oeuvre qui accompagne chaque section du manuel.

Au cours de l'exercice étudié, les examinateurs du Ministère ont officiellement introduit l'analyse des guides de mise en oeuvre dans leurs procédures d'évaluation de la santé financière des caisses populaires/credit unions.

En collaboration avec le Ministère, la SODAD a entamé des négociations avec l'Institut des comptables agréés de l'Ontario visant le dépôt annuel d'un rapport de vérification sur les saines pratiques commerciales.

En outre, avec la participation du groupe de recherche sur la gestion actif/passif, composé de représentants de l'industrie, le service a soumis au Ministère des recommandations au sujet de nouvelles conditions réglementaires visant la surveillance des risques liés aux taux d'intérêt en fonction des concepts publiés dans le manuel sur les saines pratiques commerciales.



## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction de la Société ontarienne d'assurance des actions et dépôts est responsable de l'intégralité et de la présentation fidèle des états financiers figurant au présent rapport annuel. Ces états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Grâce à son système de contrôles comptables internes à la fois précis et peu onéreux, la Société peut, avec un degré raisonnable de certitude, attester l'exactitude et la fiabilité de son information financière ainsi que la comptabilisation précise et la protection efficace de son actif.

Les états financiers ont été étudiés par le Comité de la vérification et approuvés par le Conseil d'administration. En outre, Peat Marwick Thorne les ont vérifiés et leur rapport est inclus ci-après.

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

**Au Conseil d'administration de la**
**Société ontarienne d'assurance des actions et dépôts**

Nous avons vérifié le bilan de la Société ontarienne d'assurance des actions et dépôts au 31 décembre 1990 ainsi que l'état des résultats d'exploitation et insuffisance du fonds d'assurance-dépôts et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus.

*Peat Marwick Thorne*

Toronto, Canada
Le 23 janvier 1991

## BILAN

31 décembre 1990,
avec chiffres correspondants
pour 1989
*(en milliers de dollars)*

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Encaisse | 85 $ | 1 554 $ |
| Primes à recevoir et intérêts courus connexes (note 3) | 2 307 | 3 400 |
| Débiteurs et intérêts à recevoir | 773 | 416 |
| Avances d'assurance-dépôts recouvrables (note 4) | 3 320 | 7 161 |
| Dépôt en fiducie | - | 1 240 |
| Immobilisations (déduction faite de l'amortissement cumulé de 845 $;(628 $ en 1989)) | 960 | 1 029 |
| | 7 445 $ | 14 800 $ |
| **PASSIF** | | |
| Dette bancaire (note 6) | 44 275 $ | 46 008 $ |
| Créditeurs et frais courus | 2 196 | 2 188 |
| Emprunt bancaire (note 7) | 2 062 | 5 634 |
| Billets à payer (note 8) | 22 750 | 22 750 |
| Revenu des primes reporté | 2 392 | 2 214 |
| Pertes d'assurance-dépôts connues et courues | 24 306 | 36 110 |
| Obligation en vertu du contrat de location-acquisition (note 5) | 171 | 205 |
| Passif total | 98 152 | 115 109 |
| **Insuffisance du fonds d'assurance-dépôts** | 90 707 | 100 309 |
| | 7 445 $ | 14 800 $ |

Éventualités (notes 2 et 13)
Engagements en vertu du contrat de location (note 5)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

**Au nom du Conseil d'administration,**

Administrateur

Administrateur

## ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET INSUFFISANCE DU FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Exercice terminé le 31 décembre 1990, avec chiffres correspondants pour 1989
*(en milliers de dollars)*

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| **REVENUS** | | |
| Revenus des primes | 19 614 $ | 17 833 $ |
| Divers | 385 | 76 |
| | **19 999** | **17 909** |
| **DÉPENSES** | | |
| Salaires et charges sociales | 2 790 | 2 747 |
| Frais d'exploitation | 1 926 | 1 938 |
| Frais d'intérêt (notes 6, 7 et 8) | 8 842 | 7 830 |
| | **13 558** | **12 515** |
| **Excédent des revenus sur les dépenses** | **6 441** | **5 394** |
| Recouvrement (la provision pour) des pertes d'assurance-dépôts (note 11) | 3 161 | (22 819) |
| **(Diminution) augmentation de l'insuffisance du fonds d'assurance-dépôts** | **(9 602)** | **17 425** |
| Insuffisance du fonds d'assurance-dépôts au début de l'exercice | 100 309 | 82 884 |
| **Insuffisance du fonds d'assurance-dépôts à la fin de l'exercice** | **90 707 $** | **100 309 $** |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercice terminé le 31 décembre 1990, avec chiffres correspondants pour 1989
*(en milliers de dollars)*

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| **Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes :** | | |
| **Exploitation :** | | |
| Excédent des revenus sur les dépenses | 6 441 $ | 5 394 $ |
| Éléments imputés à l'exploitation et n'ayant pas d'incidence sur l'encaisse | | |
| Perte sur l'aliénation | 2 | - |
| Amortissement | 252 | 210 |
| | **6 695** | **5 604** |
| Évolution des : | | |
| Primes à recevoir, déduction faite des revenus des primes reportés | 1 271 | (1 271) |
| Débiteurs et intérêts à recevoir | (357) | 78 |
| Créditeurs et frais courus | 8 | 1 129 |
| Impôts sur le revenu recouvrables | - | 367 |
| | 922 | 303 |
| | **7 617** | **5 907** |
| **Financement et placement :** | | |
| Remboursement de l'emprunt bancaire | (3 572) | (3 570) |
| Nouvelles immobilisations | (185) | (450) |
| Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition | (34) | 205 |
| | (3 791) | (3 815) |
| **Protection des dépôts :** | | |
| Avances nettes d'assurance-dépôts | (4 802) | (6 437) |
| Diminution(augmentation) du dépôt en fiducie | 1 240 | (139) |
| | **(3 562)** | **( 6 576)** |
| **Augmentation(diminution)des liquidités** | 264 | (4 484) |
| Liquidités au début de l'exercice | (44 454) | (39 970) |
| **Liquidités à la fin de l'exercice** | **(44 190) $** | **(44 454) $** |

Les liquidités comprennent l'encaisse moins la dette bancaire.
Voir les notes afférentes aux états financiers.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

*Exercice terminé le 31 décembre 1990*

**GÉNÉRALITÉS**

La Société ontarienne d'assurance des actions et dépôts est une société sans capital social constituée en vertu des dispositions de la Loi sur les caisses populaires et les credit unions (la «Loi»).

Les fonctions principales de la Société consistent en la fourniture d'assurance-dépôts, dans la mesure prévue par la Loi, pour protéger le capital social et les dépôts des sociétaires des caisses populaires et des credit unions, ainsi que la collecte, l'accumulation et la publication de données statistiques concernant le mouvement des caisses populaires et des credit unions.

La Loi habilite la Société à exiger de ses établissements membres le paiement de cotisations lui permettant de financer l'assurance-dépôts et de payer ses frais d'administration. Ce pouvoir est exercé conformément aux conditions énoncées dans les règlements sur les primes. Chaque année, la Société présente au gouvernement de l'Ontario ses recommandations concernant les primes à percevoir, en vue de leur examen et de leur intégration dans les règlements en apportant à ces derniers, le cas échéant, les modifications nécessaires.

**1. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

**Immobilisations et amortissement**

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. L'amortissement du mobilier et du matériel est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif, à un taux de 20 % par an. Les ordinateurs et l'équipement connexe sont amortis sur une période de trois à cinq ans selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur la durée du bail.

**Revenus des primes**

Les primes sont établies en fonction du capital social et des dépôts détenus par les établissements membres. Les revenus provenant des primes sont comptabilisés au moment de la facturation.

**Revenus des primes reportés**

Les revenus des primes reportés représentent les primes supplémentaires exigées en 1985 et 1986 des caisses populaires et des credit unions qui n'étaient pas membres d'un fonds de stabilisation agréé au moment de la cotisation, et les intérêts courus (note 3).

**Avances d'assurance-dépôts et provision pour pertes**

Les fonds avancés à titre d'assurance-dépôts ou de prêts aux établissements membres sont d'abord inscrits au prix coûtant. Les provisions pour de telles avances font partie de la provision pour pertes d'assurance-dépôts. D'autres pertes découlant de demandes connues et relatives aux dépôts assurés font l'objet d'une estimation et d'une provision au moment où : a) l'établissement membre en question devient insolvable; b) le montant de la perte est chiffrable; et c) le Conseil d'administration de la Société approuve la sortie des fonds en question.

**Contrats de location**

Les contrats de location sont considérés soit comme des contrats de location-acquisition soit comme des contrats de location-exploitation. Un contrat qui transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien est comptabilisé comme s'il s'agissait de l'acquisition d'un bien et de la prise en charge d'une obligation au moment du contrat. Tous les autres contrats sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation, en vertu desquels les loyers sont imputés aux résultats au moment où ils sont versés. Les biens comptabilisés en vertu d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur la durée du bail.

**2. CONVENTION DE LA PERMANENCE DE L'ENTREPRISE**

Ces états financiers sont préparés selon la convention de la permanence de l'entreprise, qui est fondée sur l'hypothèse que les éléments d'actif seront réalisés et que les obligations et les autres éléments de passif seront acquittés dans le cours normal des affaires. Cette convention n'est valide que si la Société peut obtenir les crédits additionnels nécessaires pour payer ses dettes. Les emprunts de la Société sont garantis par la province de l'Ontario.

**3. PRIMES À RECEVOIR ET INTÉRÊTS COURUS CONNEXES**

Ce poste représente les primes supplémentaires impayées de 2 307 000 $, exigées en 1985 et 1986 (ainsi que les intérêts courus y ayant trait) des caisses populaires et des credit unions qui n'étaient pas membres d'un fonds de stabilisation agréé au moment de la cotisation. Une bonne partie de ces primes impayées sont exigibles des établissements mentionnés à la note 13a). Les montants exigés à ce titre font l'objet de contestations.

**4. AVANCES D'ASSURANCE-DÉPÔTS RECOUVRABLES**

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| | *(en milliers de dollars)* | |
| Montants bruts avancés | 95 569 $ | 90 767 $ |
| Moins les provisions y ayant trait | (92 249) | (83 606) |
| | **3 320 $** | **7 161 $** |

**5. ENGAGEMENTS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION**

Les paiements minimums futurs en vertu des contrats de location-acquisition et de location-exploitation de la Société sont les suivants:

| | Contrats de location-acquisition | Contrats de location-exploitation |
|---|---|---|
| | *(en milliers de dollars)* | |
| 1991 | 58 $ | 247 $ |
| 1992 | 58 | 247 |
| 1993 | 58 | 285 |
| 1994 | 43 | 337 |
| 1995 | - | 337 |
| Postérieur à 1995 | - | 871 |
| Total des paiements minimums | **217 $** | **2 324 $** |
| Moins le montant représentant l'intérêt | 46 | |
| Obligation en vertu du contrat de location-acquisition | **171 $** | |

Les paiements en vertu des contrats de location-acquisition visent l'équipement informatique utilisé pour la collecte et l'analyse de l'information. Le contrat de location-exploitation pour les locaux est un contrat de dix ans commençant le 1er août 1988 et comportant une option de renouvellement de cinq ans. De plus, la Société doit payer des taxes foncières et des frais d'entretien des aires communes.

**6. DETTE BANCAIRE**

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| | *( en milliers de dollars)* | |
| Découvert bancaire | 1 089 $ | - $ |
| Acceptations de banque | 43 186 | 46 008 |
| | **44 275 $** | **46 008 $** |

**7. EMPRUNT BANCAIRE**

L'emprunt de 2 062 000 $ à payer à une banque à charte canadienne n'est pas garanti et porte intérêt à un taux flottant lié au taux préférentiel de la banque. L'emprunt sera intégralement remboursé en 1991. La Société est responsable des remboursements du capital qui sont garantis par la province de l'Ontario, tandis que les paiements d'intérêt sont exigibles de la province de l'Ontario.

**8. BILLETS À PAYER**

Les billets à ordre à payer portent des intérêts composés mensuellement à un taux égal au taux de rendement moyen des bons du Trésor de l'Ontario de trois mois vendus à la première vente aux enchères du mois ou, s'il est plus élevé, au taux de rendement moyen des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois vendus à la première vente aux enchères du mois. Les billets viennent à échéance le 30 octobre 1997, sont remboursables par anticipation par la Société après cinq ans et sont garantis par la province de l'Ontario. Les intérêts débiteurs sur les billets à payer se sont élevés à 2 949 000 $ (2 763 000 $ en 1989).

**9. IMPÔTS SUR LE REVENU**

Le bénéfice de la Société est imposable en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les revenus provenant des primes ne font pas partie des revenus imposables et, par conséquent, la Société a subi une perte aux fins de l'impôt sur le revenu.

**10. PRÊT-SUBVENTION**

Le prêt-subvention à une caisse populaire, dont le solde s'élève à 2 578 000 $, n'est pas garanti et est remboursable, sans intérêt, en 1991. La Société renonce au remboursement du prêt si la caisse populaire se conforme à certaines conditions posées. Cependant, la Société pourra ne pas faire grâce des versements si ces conditions ne sont pas respectées. Le prêt a été entièrement provisionné en 1985.

**11. CHANGEMENT DANS LA PROVISION POUR PERTES D'ASSURANCE-DÉPÔTS**

Les montants recouvrés au titre de l'assurance-dépôts sont supérieurs aux pertes inscrites au cours de l'exercice et ils s'établissent comme suit :

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| | *(en milliers de dollars)* | |
| Westclair Credit Union Limited | (1 113) $ | - $ |
| Seaway Employees (St. Catharines) Credit Union Limited | (975) | - |
| Parkhill Community Credit Union Limited | (900) | - |
| Algonquin West Credit Union Limited | (833) | (2 197) |
| C.P. Windsor Limitée | (250) | 700 |
| Soutor Credit Union Limited | (236) | - |
| C.P. Belle Rivière Limitée | (200) | (1 700) |
| Autres provisions (9 credit unions; 24 en 1989) | (254) | (2 685) |
| Toronto Board of Education Staff Credit Union Limited (TBESCU) | 5 709 | - |
| Motorco Savings and Credit Union Ltd. | 900 | - |
| Moore Credit Union Limited | 500 | - |
| Orillia Community Credit Union Limited | 376 | - |
| St. Nicholas Parish (Toronto) Credit Union | - | 3 600 |
| Autres réductions des provisions (6 credit unions) | 437 | - |
| Hamilton Wentworth Credit Union Limited | - | (11 700) |
| Keen Community Credit Union Limited | - | (3 200) |
| St. Catharines Community Credit Union Ltd. | - | (2 865) |
| Tri-County (Tillsonburg) Credit Union Ltd. | - | (2 772) |
| | **3 161$** | **(22 819)$** |

En plus des éléments énumérés ci-dessus, la Société peut encourir d'autres pertes découlant des caisses populaires et credit unions dont il est question à la note 13b).

**12. RÉGIME DE RETRAITE**

La Société a un régime de retraite à prestations déterminées. La valeur estimative de la caisse de retraite au 31 décembre 1990 s'élève à 1 494 000 $ (1 628 000 $ en 1989) et la valeur actualisée des prestations constituées est estimée à 934 000 $ (1 012 000 $ en 1989).

**13. ÉVENTUALITÉS**

a) Certaines credit unions ont entamé des poursuites contre la Société en vue de la restitution des cotisations au montant de 9 400 000 $ (plus les intérêts) versées auparavant à la Société et que la Société a payées à titre d'aide financière. La direction de la Société est d'avis que ces poursuites sont mal fondées, et la Société défendra cette position.

b) En plus des établissements à l'égard desquels la Société a établi une provision pour pertes d'assurance-dépôts connues, il y a 32 autres caisses populaires et credit unions dont les états financiers vérifiés révèlent un déficit global accumulé qui s'élevait à environ 11 millions de dollars au 31 décembre 1990. Quatorze d'entre elles, accusant un déficit total de 6 millions de dollars, déclarent actuellement un bénéfice; les 18 autres, accusant un déficit total de 5 millions de dollars, subissent toujours des pertes.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Kenneth R. Oswell,** *président*
M. Oswell, autrefois associé d'un cabinet de comptables agréés et de conseillers en gestion, a pris sa retraite en 1984. Il siège actuellement au conseil de plusieurs compagnies et organismes à but non lucratif. Pendant toute sa carrière, il a participé à une grande gamme d'activités commerciales professionnelles et communautaires, tant au Canada qu'à l'étranger.

**David W. Pretty,** *vice-président*
M. Pretty est ancien président-directeur général d'une importante compagnie d'assurance-vie. Il possède une grande expérience dans les domaines de l'assurance et du placement, dirige actuellement une société de consultation en finances et en gestion, et siège au conseil de plusieurs compagnies publiques et organismes communautaires.

**Jean-Baptiste Alie**
M. Alie est un entrepreneur de la ville de Hawkesbury (Ontario). Il est actif depuis des années dans le mouvement des caisses populaires et credit unions.

**Matthew Gaasenbeek**
M. Gaasenbeek dirige une compagnie qui exploite des ressources naturelles et une société de capital-risque et agit à titre d'administrateur auprès de plusieurs sociétés. Il a occupé plusieurs postes supérieurs dans des maisons de courtage en valeurs mobilières. Il a servi également comme premier conseiller de l'Agence canadienne de développement international.

**R. William Lawson**
M. Lawson s'est retiré de son poste de premier sous-gouverneur de la Banque du Canada en février 1984. Il a participé à bon nombre de congrès internationaux comme membre de la délégation canadienne. Il a été nommé officier de l'Ordre du Canada en juin 1984.

**Ronald A. Marion**
M. Marion, qui est avocat dans un grand cabinet à Welland (Ontario), est membre du conseil scolaire de Niagara Sud et ancien président de l'Association française des conseils scolaires de l'Ontario. En outre, il dirige une société publique de développement de la petite entreprise et participe à des activités communautaires diverses.

**James G. McPherson**
M. McPherson est avocat du cabinet Carson, Gross & McPherson de Toronto, dont il dirige le groupe de droit commercial. Il offre des conseils à des propriétaires exploitants et à des cadres supérieurs de compagnies privées canadiennes ainsi qu'à des entreprises internationales actives en Ontario et à l'étranger. Il a servi d'administrateur auprès d'un grand nombre de sociétés financières et communautaires.

**Lili-Ann Renaud-Foster**
M^me^ Renaud-Foster est présidente-directrice générale de l'un des plus importants cabinets de conseillers en gestion d'Ottawa, qui se spécialise dans les ressources humaines. Elle a beaucoup d'expérience dans le domaine de la consultation en gestion, ayant notamment travaillé en gestion de la clientèle au sein d'une importante société internationale. Elle siégeait autrefois au conseil du Cercle universitaire d'Ottawa.

**Roland Sewell**
M. Sewell s'est retiré en janvier 1985 de son poste de sous-ministre adjoint par intérim, Finances et administration, au ministère de l'Agriculture. Il est engagé dans le mouvement des caisses populaires et credit unions depuis de nombreuses années.

## SOUS-COMITÉS

**Comité de la vérification**
Ce comité assure la liaison avec les vérificateurs externes de la Société pour faire en sorte que les saines pratiques commerciales sont suivies à l'intérieur de la Société. Le comité révise également les états financiers de la Société pour formuler ensuite les recommandations qui s'imposent au conseil d'administration.

James G. McPherson
Président
Roland Sewell

**Comité de la protection d'assurance-dépôts**
Ce comité étudie les questions concernant les caisses populaires et credit unions placées sous la tutelle de la Société en vertu de l'article 116 de la Loi. Par ailleurs, le comité agit au nom du conseil d'administration dans les situations qui exigent une décision immédiate du conseil à l'égard des caisses populaires et credit unions mises en tutelle.

Matthew Gaasenbeek
Président
David W. Pretty

**Comité des ressources humaines**
Ce comité fournit des conseils sur la mise en oeuvre de politiques concernant les salaires et les avantages sociaux des employés de la Société et les questions connexes. En outre, le comité étudie les changements proposés dans ce domaine et fait les recommandations appropriées au conseil d'administration.

Lili-Ann Renaud-Foster
Présidente
Ronald A. Marion

**Comité des placements et des finances**
Ce comité assure la liaison avec la direction aux fins de la révision, à l'occasion, des politiques et méthodes de placement de la Société, conformément aux dispositions de la Loi sur les caisses populaires et les credit unions.

R. William Lawson
Président
James G. McPherson

M. Kenneth R. Oswell est membre d'office de tous les sous-comités du conseil.

# COMITÉS CONSULTATIFS

## COMITÉ CONSULTATIF DE L'ANALYSE DU RENDEMENT

**Fonctions et responsabilités:**
- Toutes les questions relatives à l'analyse du rendement financier des caisses populaires et credit unions, et à l'utilisation de la base de données de la SODAD sur les caisses populaires et credit unions;
- Moyens de former les usagers à l'utilisation optimale du système et de ses rapports statistiques;
- Données, renseignements et extrants exigés par les usagers, et la fréquence avec laquelle ils en ont besoin;
- Moyens et modalités de la collecte des données et(ou) des extrants;
- Répartition des frais du système de statistiques parmi les usagers;
- Orientation à moyen et à long terme à l'égard de l'évolution technique du traitement de l'information.

**Membres:**
Brian Fisher, Parry Sound Muskoka Credit Union Ltd., Région: Bracebridge

Chantal Fortin, AMCU Credit Union Inc. Région: Toronto

Michel Gingras, La Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc.,Région:Ottawa

Harvey Glower, ministère des Institutions financieres, Région: Toronto

Sean G. Jackson, Niagara Credit Union Limited, Région: Niagara

Barry Munro, Hepcoe Credit Union Limited, Région: Toronto

Larry Torontow, Co-opérative de crédit du service civil Limitée, Région: Toronto

## COMITÉ CONSULTATIF DE LA SUFFISANCE DE CAPITAL

**Fonctions et responsabilités :**
- Examiner, en fonction de critères et de preuves déterminés, les demandes de caisses populaires et credit unions incapables de satisfaire aux exigences en matière d'excédents et de capital;
- Recommander au Directeur des caisses les mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour chaque demande;
- Examiner les questions de suffisance de capital qui sont appropriées et formuler à ce sujet des commentaires et propositions à la SODAD.

**Membres:**
Gerald Clement, Windsor Teachers Credit Union Limited, Région: Windsor

Dennis Daub, Waterloo County Board of Education Employees' Credit Union Limited, Région: Kitchener

Ron Dias, ministère des Institutions financières, Région:Toronto

Carl Dowsett, Co-opérative de crédit du service civil Limitée, Région: Ottawa

Aurel Rhéault, Caisse populaire de Chelmsford Limitée, Région: Sudbury

John Rider, Toronto Fire Department Employees' Credit Union Limited, Région: Toronto

James Stephenson, Markham-Stouffville Community Credit Union Limited, Région: Markham-Stouffville

## COMITÉ CONSULTATIF DES SAINES PRATIQUES COMMERCIALES

**Fonctions et responsabilités:**
Réviser et commenter les dossiers suivants:
- Projets de normes et de principes directeurs concernant les saines pratiques commerciales;
- Méthodes pour assurer l'élaboration, la mise en oeuvre et l'application efficaces des normes et des principes directeurs;
- Méthodes permettant de former les usagers pour assurer la meilleure mise en application des normes et des principes directeurs.

**Membres:**
Cees Bijl, DUCA Community Credit Union Limited, Région: Toronto

Jean-Guy Clément, Caisse populaire de Hawkesbury Limitée, Région: Ottawa

William Goertz, Niagara Credit Union Limited, Région: Niagara

John Harper, ministère des Institutions financières, Région: Toronto

Marty Komsa, Windsor Family Credit Union Limited, Région: Windsor

Stan Krol, St. Stanislaus-St. Casimir's Polish Parishes Credit Union Limited, Région: Toronto

Jean-Guy Laflèche, La Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc., Région: Ottawa

Alan Marentette, Credit Union Central of Ontario, Région: Toronto

Rosemary O'Conner, ASCU Community Credit Union Limited, Région:Sault-Ste-Marie

## COMITÉ CONSULTATIF DE LA PROTECTION DES DÉPÔTS

**Fonctions et responsabilités:**
Conseiller le Service de la protection des dépôts concernant l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies globales pour effacer les déficits, et à propos des solutions à adopter dans des cas particuliers.

**Membres:**
Réginald Bertrand, Caisse populaire Notre-Dame d'Ottawa Limitée, Région: Ottawa

Kathleen Fitzgerald, Starnews Credit Union Limited, Région: Toronto

Ronald Fitzgerald, Co-opérative de crédit du service civil Limitée, Région: Ottawa

Jean Louiseize, Caisse populaire Sturgeon Falls Limitée, Région: Sturgeon Falls

Alan Marentette, Credit Union Central of Ontario, Région: Toronto

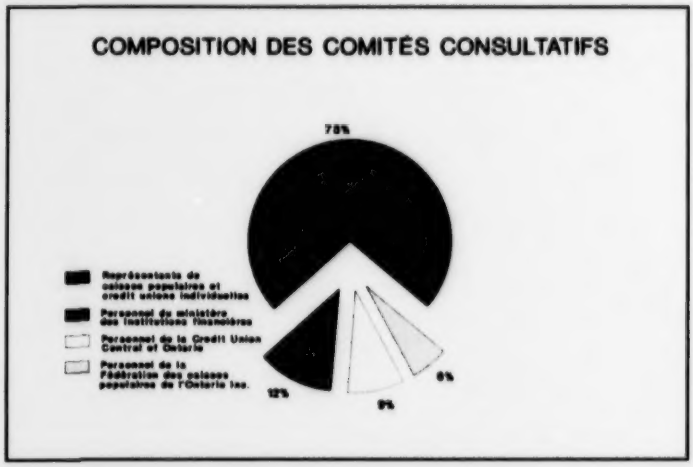
James D. Nowlan, Avestel Credit Union Limited, Région: Hamilton

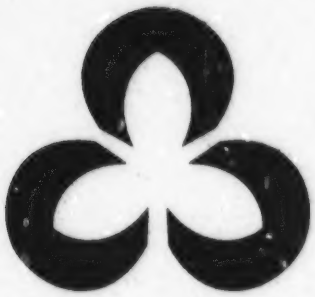
Doug Robinson, Dryden District Credit Union Limited, Région: Dryden

Jean-Marc Viau, Caisse populaire Alexandria Limitée, Région: Alexandria

Olha Zawerucha-Swyntuch, So-Use (Toronto) Credit Union Limited, Région: Toronto

Ron Dias, ministère des Institutions financières (observateur), Région:Toronto


COMPOSITION DES COMITÉS CONSULTATIFS
75%
Représentants de caisses populaires et credit unions individuelles
Personnel du ministère des Institutions financières
Personnel de la Credit Union Central of Ontario
Personnel de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc.
12%
9%
6%



**Ontario**
**Share and Deposit**
**Insurance Corporation**

**La Société**
**ontarienne d'assurance**
**des actions et dépôts**

# ANNUAL REPORT 1990

To our member institutions,
Ontario's credit unions and caisses populaires,
and to the Honourable Brian Charlton,
Minister of Financial Institutions

Ontario Share and Deposit Insurance Corporation
Offices:
4711 Yonge Street, Suite 700,
North York, Ontario
M2N 6K8
(416) 730-8690

Cover printed on recycled paper

## CORPORATE MISSION

To contribute to the security and confidence of the individual depositors and shareholders of credit unions and caisses populaires in Ontario by providing legislated universal deposit insurance.

In order to accomplish our mission, our goal is to develop and implement, in conjunction with the credit unions and caisses populaires, the leagues, and the regulators, comprehensive safeguards and practices to minimize insurance claims, thereby providing deposit insurance at the least continuing cost.

## BOARD OF DIRECTORS

Left to right - Front row: David W. Pretty, Lili-Ann Renaud-Foster, Kenneth R. Oswell.

Back row: R. William Lawson, James G. McPherson, Ronald A. Marion, Jean-Baptiste Alie, Roland Sewell, Matthew Gaasenbeek.

## CHAIRMAN'S REMARKS

**Kenneth R. Oswell, FCA.FCMC**
***Chairman***

The year 1990 has been an encouraging one for Ontario's credit unions and caisses populaires. Earnings have continued to grow both in absolute dollar terms and as a percentage of assets.

In addition, surplus and capital increased, reaching $412.2 million as of December 31, 1990, or 3.79% of assets. This is an increase of $52.5 million over a year ago and an increase in the ratio of 0.26%.

On another positive note, the number of deficit reporting units has decreased to 40 as of December 31, 1990 as against 49 a year earlier. Assets of these units at $871.7 million, represented 8.0% of system assets, a reduction of 12.4% from a year ago.

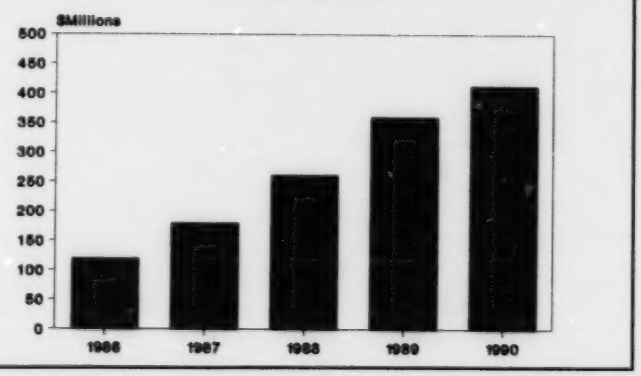
Ontario Share and Deposit Insurance Corporation's (OSDIC) deficit resolution activities continue to make progress and although calls on the Insurance Fund continue, I am pleased to report, however, its deficiency has decreased by almost $10 million since the 1989 year end.

Based on present known losses we anticipate a further reduction will be achieved in 1991, which will help to improve OSDIC's financial position.

As I mentioned a year ago, strong capitalization is one of the cornerstones of financial stability. In this regard it continues to be essential that the Ontario system be permitted through future legislation to obtain access to sources of capital other than through retained earnings.

At the time of writing, the Ontario economy is becoming ever more vulnerable to the general economic downturn in North America. It is appropriate therefore to ensure prudent lending practices, indeed sound business practices, in general, should be applied on a consistent basis.

**SURPLUS, INCLUDING CURRENT NET INCOME, AND CAPITAL**



This is particularly necessary given the ever continuing increase in competition within the financial services industry. Revisions to the legislation governing financial institutions presently before Parliament will result in broader powers being given many of these institutions.

As a result, the application of sound business practices, whilst at the same time meeting this expanded competition, will be a real challenge for credit union/caisse populaire management and their respective boards of directors.

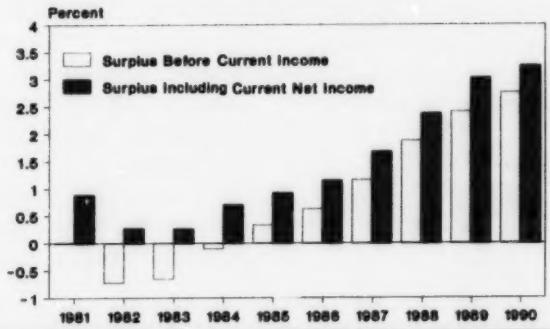
In light of our changing economic environment, regulatory pressure is growing throughout North America to monitor more thoroughly the stability of our financial institutions.

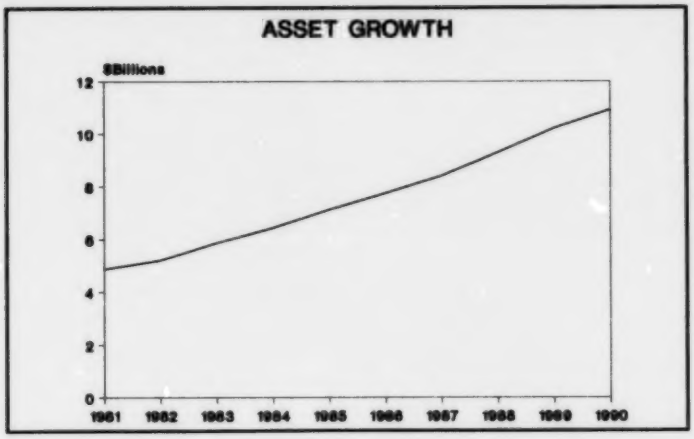
At the end of 1990, the Canadian Stabilization Funds and Deposit Insurers of Canada established a national task force to review the form and content of external audit reports. In general, regulators and deposit insurers are pressing for extended audit information.

This information should be made available to stakeholders of credit unions and caisses populaires, including an assessment of sound business practices.

In this regard, OSDIC welcomes and endorses the recent exposure draft released by the Canadian Institute of Chartered Accountants entitled "Derivative Reports on Regulated Financial Institutions", and looks forward to the eventual implementation of these reporting practices.

RATIO OF SURPLUS TO ASSETS AMONG ONTARIO'S CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES





This exposure draft sets standards to be followed if auditors are requested by the regulators to report on matters relating to sound business practices noted during the course of their audits.

Again, this year I wish to thank the members of OSDIC's Advisory Committees for their time and effort in bringing the industry's perspective to bear on our deliberations. Their input is essential and very much appreciated.

Lastly, I would like to thank my fellow directors, management and staff for their continuing support. All are to be commended for their high standards of professionalism and their dedication to the financial soundness of Ontario's credit unions and caisses populaires.

On behalf of the Board of Directors,

Kenneth R. Oswell
*Chairman*

## PRESIDENT'S REMARKS

George McIntyre, FCA
*President*

During the past year, OSDIC continued to carry out its mandate to contribute to the security and confidence of depositors and shareholders of the credit union and caisse populaire system in Ontario. To this end we are working closely with the leagues and the Ministry of Financial Institutions.

Given the uncertain economic times we are encountering, it is essential again this year to emphasize the importance of attaining the required levels of surplus and capital. Credit unions and caisses populaires in Ontario must reach statutory surplus and capital requirements of 5% of assets by the end of 1997.

In this regard OSDIC, with the advice of the Capital Adequacy Advisory Committee, reviewed the rehabilitation plans of those credit unions and caisses populaires which have yet to comply with the Ministry of Financial Institutions' Directive. Appropriate recommendations were subsequently made to the Director of Credit Unions, Ministry of Financial Institutions.

The importance of building risk capital continued to receive national attention through the deliberations of the Canadian Co-operative Credit Society's "Capital Adequacy Task Force". OSDIC was pleased with the initiatives of this national forum established to determine the risk relationship of loans to capital. This relationship will then place the onus on lenders to follow prudent lending practices.

In conjunction with emphasizing growth in surplus and capital, OSDIC continues to encourage the use of sound business practices. To this end, the final sections of the Sound Business Practices Manual were developed and distributed during the year.

In order to assist with implementing these guidelines our staff have made presentations on key aspects of the manual to various regional and system forums. In successfully completing the distribution of this manual, OSDIC would be remiss not to recognize the important contribution made by the Committee on Sound Business Practices.

During 1990 the Deposit Protection Services Department resolved the deficits of 10 credit unions and caisses populaires. These were achieved primarily through the transfer of members' business to viable neighbouring credit unions or caisses populaires by way of asset sales or through agency agreements.

During the year six new deficit units came under our responsibility. In addition, due to the closing of several industrial companies, we were requested to assist with the orderly wind-up of their affiliated credit unions which were reporting surpluses. These closures are, of course, a continuing concern given the present economic climate.

On a positive note, however, we are pleased to report six credit unions and caisses populaires were successful through their own efforts in revitalizing their financial condition by eliminating their deficits and achieving audited surpluses.

The deposit insurance premium of $2.10 per $1,000 of shares and deposits has remained the same for the last two years. During the current year OSDIC has been successful in reducing the deficit in its Insurance Reserve Fund from $100.3 million as at December 31, 1989 to $90.7 million as at December 31, 1990.

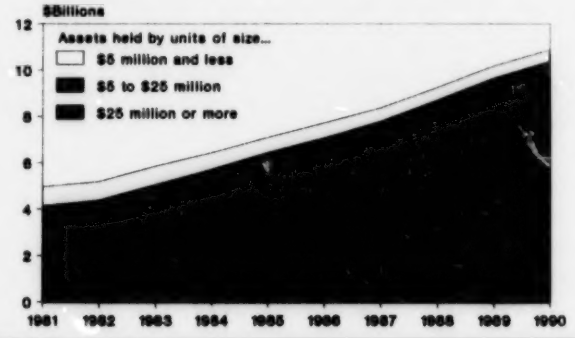
This has been attained due to a combination of higher than expected recoveries from assets under OSDIC's administration, the interim dividend received from the estate of Toronto Board of Education Staff Credit Union Limited, together with premium income exceeding the total of operating expenses and borrowing costs.

All this was accomplished while operating expense growth was contained to less than 1%. Unfortunately, borrowing costs were almost 13% higher than in 1989. Hopefully as interest rates decline these savings can be available to reduce the deficit further.

In conclusion, the past year can be characterised as one of consolidation within the system. At the time of writing, Canada is in a recession of uncertain duration. It is our view, however, the system as a whole is on a sounder footing than it was when facing the recession of the early 1980s.

Management, together with boards of directors, will therefore need to be vigilant in carrying out their duties so as to manage their respective credit unions and caisses populaires successfully during this period.

TRENDS IN THE COMPOSITION OF THE ONTARIO CREDIT UNION AND CAISSE POPULAIRE SYSTEM BY UNIT SIZE




George McIntyre
*President*

## OPERATIONAL REVIEW

### Deposit Protection Services Department

The Deposit Protection Services Department was established in 1987 in response to the Ontario Government's Program for Change which gave OSDIC direct responsibility for resolving deficits which had accumulated within the system.

During 1990, the department continued to focus on resolving deficits by working closely with boards and local management to promote and achieve recovery from retained earnings rather than at the expense of the OSDIC Deposit Insurance Fund. During 1990, six credit unions and caisses populaires with assets totalling $60.5 million successfully returned to a surplus position under this program.

When recovery using internal resources is not possible, OSDIC intervenes directly, resolving the deficit usually through a transfer of business to a stronger credit union or caisse populaire. In situations where such an approach cannot be applied, an orderly form of dissolution is em-

From right to left: OSDIC President **George McIntyre** and Vice Presidents **C. William D. Foster,** Deposit Protection Services; **David J. Hughes,** Finance and Administration/Treasurer; **Badrudeen Baksh,** Financial Management Practices and Monitoring.

ployed in which members are assisted in transferring their business to other co-operative financial institutions of their choice. During the year, 10 deficit units with assets totalling $58 million were resolved in this manner.

The bulk of the deficits in dollar terms accumulated at the inception of Program for Change have now been resolved and the losses fully provided for in OSDIC's financial statements.

The total reported deficits of active credit unions and caisses populaires, including newly identified situations not yet fully resolved, has been reduced to $21 million from an aggregate of almost $100 million four years ago. Of this $21 million, OSDIC has already provided in its statements for a potential call on the Deposit Insurance Fund of $13 million.

During the year, six new deficits were identified of which two have already been resolved. Many of these operations failed due to plant closures, layoffs or a loss of the raison d'être of the credit union or caisse populaire.

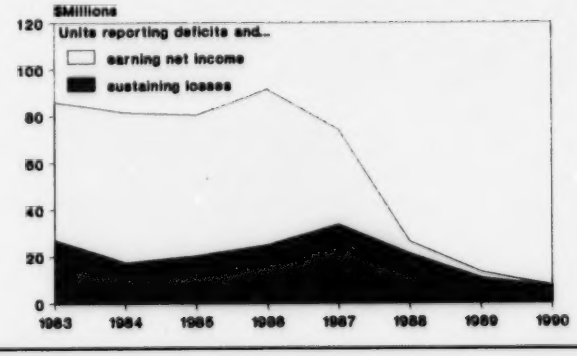
While the number of incidences is declining, losses due to fraud, dishonesty or mismanagement continue to be of serious concern. An analysis of all charges against the Deposit Insurance Fund over the past four years reveals that dishonesty and fraud are primarily responsible for 24% of the failed units by number, but over 43% of the losses in dollar terms.

Some recoveries from these types of losses were achieved in 1990 with the settlement of several outstanding bond claims and litigation. Ongoing investigations have led to several individuals being convicted and sentenced. These actions are expected to serve as a deterrent to future possible acts of this nature.

OSDIC continues to work closely with system representatives, leagues and the Ministry of Financial Institutions to design and implement improved safeguards to minimize future losses. It is encouraging to note the improvement in system surplus and capital, especially among units which previously had reported deficits.

When the department was established in 1987 it had 90 credit unions and caisses populaires reporting deficits in the audited financial statements. Since then, 43 additional audited deficits have been identified. The current status of these 133 units is as follows:

REPORTED DEFICITS, INCLUDING CURRENT NET INCOME, AMONG ONTARIO'S CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES



96 units-resolved

| | |
|---|---|
| Fully recovered deficit units | 41 |
| Business transferred to other units | 43 |
| Units dissolved | 12 |
| | 96 |

37 units-pending resolution

| | |
|---|---|
| Profitable units still in deficit | 14 |
| Units under OSDIC direction | 5 |
| Other units to be resolved | 18 |
| | 37 |

| | |
|---|---|
| Total Units | 133 |

Emphasis will continue to be placed on dealing with the issues facing these remaining deficit units. In this regard, we greatly appreciate the ongoing advice and support provided by the members of the Deposit Protection Advisory Committee.

The committee continues to provide invaluable input into our deficit resolution activities and strategies. The department is also grateful for all of the assistance it received during the year from local credit unions and caisses populaires, Ontario's leagues and the Ministry of Financial Institutions.

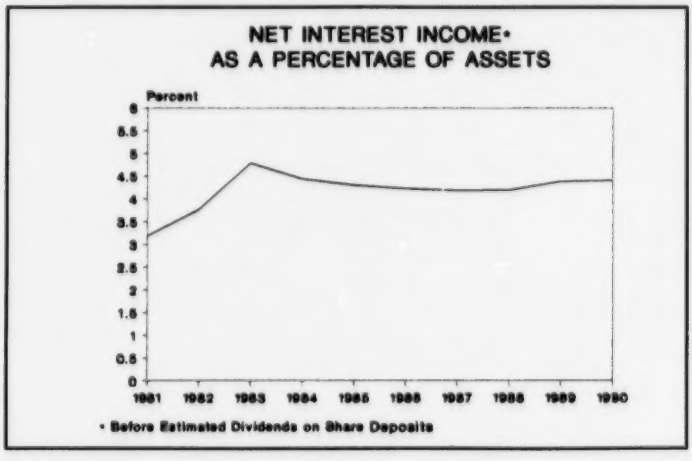
## Financial Management Practices and Monitoring Department

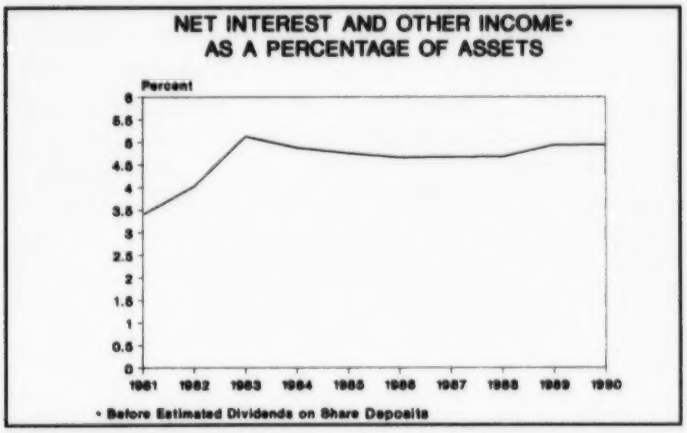
The Financial Management Practices and Monitoring Department works in co-operation with the regulator and the leagues to reduce the risk of future losses in Ontario's credit union and caisse populaire system.

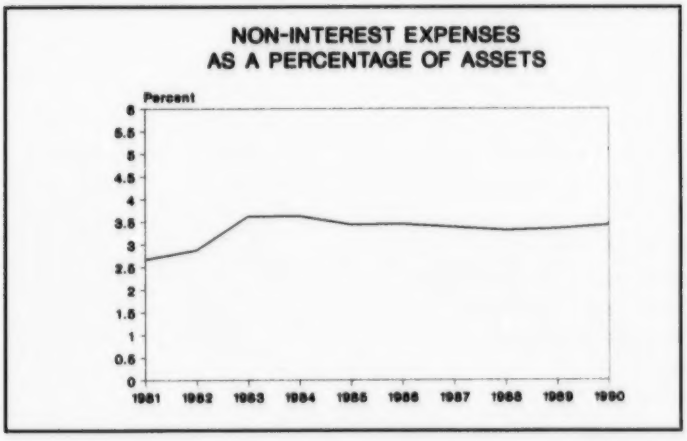
In consultation with three industry advisory committees, it establishes standards of financial performance, develops sound business practices, and evaluates and reports on the performance, condition, and rehabilitative plans of credit unions and caisses populaires.

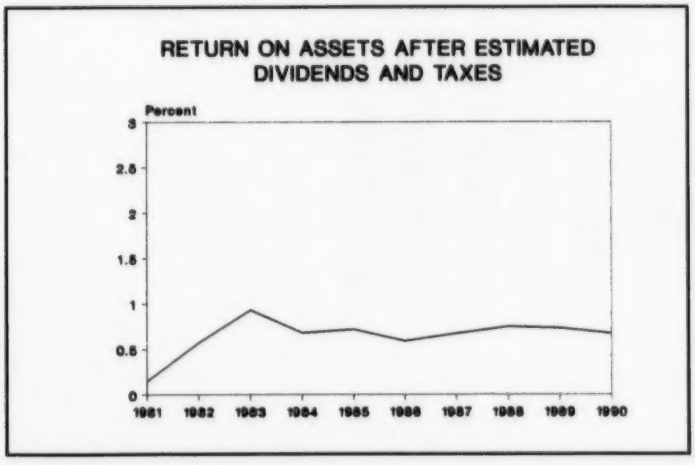
Staff promote the timely correction of identified problems by reviewing such situations with the leagues, the Ministry, and affected credit unions and caisses populaires.

During 1990, 112 credit unions and caisses populaires with assets of approximately $2.9 billion participated in a capital rehabilitation program, administered jointly by OSDIC and the Ministry of Financial Institutions, with the assistance of the Capital Adequacy Advisory Committee. The rehabilitation plans of these credit unions and caisses






populaires which were unable to meet minimum surplus and capital requirements specified under provincial legislation were reviewed and their performance monitored closely. OSDIC field staff discussed areas of weakness with credit union/caisse populaire management and the boards of directors, and recommended alternative courses of action to improve operating results.

As part of the annual deposit insurance renewal process, the audited financial statements and auditors' reports of all credit unions and caisses populaires in Ontario were analyzed. Where these reports and other information suggested adverse performance trends, OSDIC notified the Ministry of Financial Institutions, and requested that the credit unions and caisses populaires be examined.

The Corporation relies on Ministry examinations and auditors' reports to carry out its responsibilities of loss prevention under the Act.

The process of gathering quarterly credit union and caisse populaire financial data, and reporting system condition and performance, under OSDIC's legislated mandate, continued. The past year saw

a new comprehensive set of performance measures and guidelines put into use in its reports of credit union and caisse populaire comparative performance.

Also, the Corporation's early warning mechanisms were further improved. OSDIC will shortly complete its transition to new information technology, which is continuing to make user access to OSDIC's credit union/caisse populaire database easier.

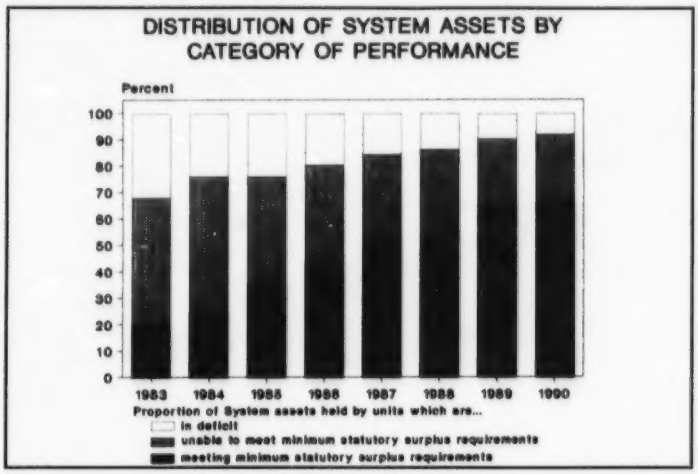
Production and distribution of the manual "Sound Business Practices for Ontario's Credit Unions and Caisses Populaires" was completed during the year, representing a significant achievement for both the province and the entire Canadian co-operative system.

Ontario's movement has been the first to develop such comprehensive criteria on sound business practices. The co-operation of both boards of directors and management of credit unions and caisses populaires in adopting strategies for implementation of sound business practices was encouraged through ongoing communication initiatives and the continued use of the implementation guides accompanying each section of the guidelines.

During the year, Ministry examiners formally incorporated into their examination procedures a review of completed implementation guides as part of their assessment of the soundness of a credit union/caisse populaire's operations.

OSDIC in conjunction with the Ministry initiated discussions with the Ontario Institute of Chartered Accountants to obtain future auditor reporting with respect to an annual filing on sound business practices.

In conjunction with the industry research group on Asset/Liability Management, the Department additionally submitted to the Ministry recommendations on new regulatory requirements to monitor interest rate risk, based on concepts published previously in the Sound Business Practices guidelines.



## MANAGEMENT'S RESPONSIBILITY

The Ontario Share and Deposit Insurance Corporation's management is responsible for the integrity and fair presentation of the financial statements included in the annual report. The financial statements have been prepared in accordance with accounting principles generally accepted in Canada.

The Corporation maintains systems of internal accounting controls of high quality consistent with reasonable cost. Such systems are designed to provide reasonable assurance that the financial information is accurate and reliable and that company assets are adequately accounted for and safeguarded.

The financial statements have been reviewed by the Audit Committee and have been approved by the Board of Directors. In addition, the financial statements have been audited by Peat Marwick Thorne, whose report is included hereafter.

## AUDITORS' REPORT

**To the Board of Directors of**
**Ontario Share and Deposit Insurance Corporation**

We have audited the balance sheet of Ontario Share and Deposit Insurance Corporation as at December 31, 1990 and the statements of operations and deficiency of the deposit insurance fund and changes in financial position for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Corporation's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Corporation as at December 31, 1990 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles.

Peat Marwick Thorne

Toronto, Canada
January 23, 1991

## BALANCE SHEET

December 31, 1990,
with comparative figures
for 1989
*(in thousands of dollars)*

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| **ASSETS** | | |
| Cash | $ 85 | $ 1,554 |
| Premiums receivable and related accrued interest (note 3) | 2,307 | 3,400 |
| Accounts and interest receivable | 773 | 416 |
| Deposit insurance advances recoverable (note 4) | 3,320 | 7,161 |
| Deposit held in trust | - | 1,240 |
| Fixed assets(net of accumulated depreciation and amortization of $845, (1989 - $628)) | 960 | 1,029 |
| | $ 7,445 | $ 14,800 |
| **LIABILITIES** | | |
| Bank indebtedness (note 6) | $ 44,275 | $ 46,008 |
| Payables and accruals | 2,196 | 2,188 |
| Bank loan (note 7) | 2,062 | 5,634 |
| Notes payable (note 8) | 22,750 | 22,750 |
| Deferred premium income | 2,392 | 2,214 |
| Accrual for known deposit insurance losses | 24,306 | 36,110 |
| Obligation under capital lease(note 5) | 171 | 205 |
| Total Liabilities | 98,152 | 115,109 |
| **Deficiency of Deposit Insurance Fund** | 90,707 | 100,309 |
| | $ 7,445 | $ 14,800 |

Contingencies (notes 2 and 13)
Lease commitments (note 5)

See accompanying notes to financial statements.

**On behalf of the Board:**

Director

Director

## STATEMENT OF OPERATIONS AND DEFICIENCY OF THE DEPOSIT INSURANCE FUND

Year ended December 31, 1990, with comparative figures for 1989
*(in thousands of dollars)*

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| **INCOME** | | |
| Premium Income | $ 19,614 | $ 17,833 |
| Other Income | 385 | 76 |
| | **19,999** | **17,909** |
| **EXPENSES** | | |
| Salaries and Benefits | 2,790 | 2,747 |
| Operating Expense | 1,926 | 1,938 |
| Interest Expense (Note 6, 7 & 8) | 8,842 | 7,830 |
| | **13,558** | **12,515** |
| **Excess of income over expenses** | **6,441** | **5,394** |
| Recovery of (provision for) deposit insurance losses (note 11) | 3,161 | (22,819) |
| **(Decrease)increase in deficiency of the Deposit Insurance Fund** | **(9,602)** | **17,425** |
| Deficiency of Deposit Insurance Fund, beginning of year | 100,309 | 82,884 |
| **Deficiency of Deposit Insurance Fund, end of year** | **$ 90,707** | **$ 100,309** |

See accompanying notes to financial statements.

## STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION

Year ended December 31, 1990, with comparative figures for 1989
*(in thousands of dollars)*

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| **Cash received from (applied to):** | | |
| **Operations:** | | |
| Excess of income over expenses | $ 6,441 | $ 5,394 |
| Items charged to operations not affecting cash | | |
| Loss on disposal | 2 | - |
| Depreciation and amortization | 252 | 210 |
| | **6,695** | **5,604** |
| Changes in: | | |
| Premiums receivable net of deferred premium income | 1,271 | (1,271) |
| Accounts and interest receivable | (357) | 78 |
| Payables and accruals | 8 | 1,129 |
| Income taxes recoverable | - | 367 |
| | 922 | 303 |
| | **7,617** | **5,907** |
| **Financing and investing activities:** | | |
| Bank loan repayment | (3,572) | (3,570) |
| Purchase of fixed assets | (185) | (450) |
| Obligation under capital lease | (34) | 205 |
| | (3,791) | (3,815) |
| **Deposit protection activities:** | | |
| Deposit insurance net advances | (4,802) | (6,437) |
| Decrease (increase) in deposit held in trust | 1,240 | (139) |
| | **(3,562)** | **(6,576)** |
| **Increase (decrease) in cash position** | 264 | (4,484) |
| Cash position, beginning of year | (44,454) | (39,970) |
| **Cash position, end of year** | **$ (44,190)** | **$ (44,454)** |

Cash position is defined as cash less bank indebtedness.
See accompanying notes to financial statements.

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

*Year ended December 31, 1990*

**GENERAL**

Ontario Share and Deposit Insurance Corporation is established as a corporation without share capital under the provisions of the Credit Unions and Caisses Populaires Act ("Act").

The Corporation's principal functions are to provide deposit insurance, to the extent provided by the Act, on share capital and deposits of members of credit unions and caisses populaires, and to collect, accumulate and publish statistics on the credit union and caisse populaire movement.

The Act empowers the Corporation to assess its member institutions to meet the Corporation's requirements for insurance funding and administrative costs. Such authority is exercised in accordance with the terms set out in the regulations on premiums. Annually, the Corporation submits its premium levy recommendations to the government of Ontario for review and incorporation into the regulations through appropriate amendments as necessary.

**1. SUMMARY OF SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES:**

**Fixed assets, depreciation and amortization:**

Fixed assets are recorded at cost. Depreciation of furniture and equipment is provided by the diminishing balance method at the rate of 20% per annum. Computer and related equipment is depreciated over three to five years on a straight line basis. Leasehold improvements are amortized on a straight line basis over the term of the lease.

**Premium income:**

Premiums are based on share capital and deposits held by member institutions. Premium income is recognized when billed.

**Deferred premium income:**

Deferred premium income represents the additional premiums which were charged in 1985 and 1986 to credit unions which were not members of an approved stabilization fund at the time of assessment and interest accrued thereon. (note 3)

**Deposit insurance advances and provision for losses:**

Funds advanced in respect of deposit insurance and loans to member institutions are initially recorded at cost. Allowances against such advances are included in the provision for deposit insurance losses. Additional losses arising from known claims in respect of insured deposits are estimated and provided for at the time that (a)member institutions are known to have become insolvent (b)the amount of loss is quantifiable and (c)the Corporation's board of directors has approved the disbursement of funds.

**Leases:**

Leases are classified as either capital or operating. A lease which transfers substantially all the benefits and risks incidental to ownership of property is accounted for as if it were an acqusition of an asset and the incurrence of an obligation at the inception of the lease. All other leases are accounted for as operating leases wherein rental payments are charged to earnings as incurred. Assets recorded under a capital lease are amortized on a straight line basis over the life of the lease.

**2. GOING CONCERN ASSUMPTION:**

These financial statements have been prepared on the going concern basis, which assumes that assets will be realized and liabilities and obligations will be discharged in the normal course. The application of the going concern concept is dependent upon the Corporation's ability to obtain sufficient additional financial resources to meet its liabilities. The Corporation's borrowings are guaranteed by the Province of Ontario.

**3. PREMIUMS RECEIVABLE AND RELATED ACCRUED INTEREST:**

Included in premiums receivable and related accrued interest is $2,307,000 of unpaid additional premiums charged during 1985 and 1986 (and accrued interest thereon) to credit unions which were not members of an approved stabilization fund at the time of assessment. Specifically those credit unions referred to in note 13(a) comprise a significant portion of these outstanding premiums. These charges are in dispute.

**4. DEPOSIT INSURANCE ADVANCES RECOVERABLE**

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| | *(thousands)* | |
| Gross amounts advanced | $ 95,569 | $ 90,767 |
| Less allowances thereon | (92,249) | (83,606) |
| | **$ 3,320** | **$ 7,161** |

**5. LEASE COMMITMENTS:**

The future minimum lease payments under the capital and operating lease of the Corporation are as follows:

| | Capital Lease | Operating Lease |
|---|---|---|
| | *(thousands)* | |
| 1991 | $ 58 | $ 247 |
| 1992 | 58 | 247 |
| 1993 | 58 | 285 |
| 1994 | 43 | 337 |
| 1995 | - | 337 |
| Subsequent to 1995 | - | 871 |
| Total minimum lease payments | **$ 217** | **$ 2,324** |
| Less:amount representing interest | 46 | |
| Obligations under capital lease | **$ 171** | |

The capital lease payments are for computer equipment used in the information gathering and analysis activity. The operating lease for premises is a ten year lease commencing August 1,1988, with a five year renewal option. In addition, the Corporation is required to pay property taxes and common area maintenance costs.

**6. BANK INDEBTEDNESS:**

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| | *(thousands)* | |
| Bank Overdraft | $ 1,089 | $ - |
| Bankers'Acceptances | 43,186 | 46,008 |
| | **$ 44,275** | **$ 46,008** |

**7. BANK LOAN:**

The $2,062,000 loan payable to a Canadian chartered bank is unsecured and bears interest at a floating rate related to the bank's prime rate. The loan will be repaid in full in 1991. Principal repayments are the responsibility of the Corporation and are guaranteed by the Province of Ontario. Interest payments are recoverable from the Province of Ontario.

**8. NOTES PAYABLE:**

Promissory notes payable bear interest, compounded monthly, at a rate set monthly equal to the higher of the average yield on the first three month Ontario Treasury Bill auction or average yield on the first three month Canada Treasury Bill auction. The notes are due October 30, 1997, are callable by the Corporation after five years and are guaranteed by the Province of Ontario. Interest expense on these notes amounted to $2,949,000. (1989 - $2,763,000).

**9. INCOME TAXES:**

The Corporation is subject to income taxes under the Income Tax Act. As premium income is not included in income for tax purposes, the Corporation incurred a loss for income tax purposes.

**10. FORGIVABLE LOAN:**

The balance of the forgivable loan of $2,578,000 to a caisse populaire is unsecured and repayable in 1991, without interest. Loan repayment is forgivable when the caisse populaire complies with certain conditions established by the Corporation; however, the installment may not be forgiven if these conditions are not met. The loan was fully provided for in 1985.

**11. CHANGE IN PROVISION FOR DEPOSIT INSURANCE LOSSES:**

Deposit insurance recoveries exceeded losses for the year and are comprised of the following :

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| | *(thousands)* | |
| Westclair Credit Union Limited | $ (1,113) | $ - |
| Seaway Employees (St. Catharines) Credit Union Limited | (975) | - |
| Parkhill Community Credit Union Limited | (900) | - |
| Algonquin West Credit Union Limited | (833) | (2,197) |
| C.P. Windsor Limitée | (250) | 700 |
| Soutor Credit Union Limited | (236) | - |
| C.P. Belle Riviere Limitée | (200) | (1,700) |
| Other provisions (9 credit unions;1989-24) | (254) | (2,685) |
| Toronto Board of Education Staff Credit Union Limited (TBESCU) | 5,709 | - |
| Motorco Savings and Credit Union Limited | 900 | - |
| Moore Credit Union Limited | 500 | - |
| Orillia Community Credit Union Limited | 376 | - |
| St. Nicholas Parish (Toronto) Credit Union | - | 3,600 |
| Other reduction in provisions (6 credit unions) | 437 | - |
| Hamilton Wentworth Credit Union Limited | - | (11,700) |
| Keen Community Credit Union Limited | - | (3,200) |
| St. Catharines Community Credit Union Ltd. | - | (2,865) |
| Tri-County (Tillsonburg) Credit Union Ltd. | - | (2,772) |
| | **$ 3,161** | **$ (22,819)** |

In addition to the foregoing, the Corporation may incur further losses arising from the credit unions and caisses populaires identified in note 13(b).

**12. PENSION PLAN:**

The Corporation has a defined benefit pension plan. The estimated value of the pension fund assets at December 31, 1990 is $1,494,000 (1989 $1,628,000) and the estimated actuarial present value of accrued pension benefits is $934,000 (1989 - $1,012,000).

**13. CONTINGENCIES:**

**(a)** Certain credit unions have commenced legal actions against the Corporation for the return of assessments of $9,400,000 (plus interest) previously paid to the Corporation which amounts were paid by the Corporation as financial assistance. It is the view of the Corporation's management that these actions are without merit and the Corporation will defend this position.

**(b)** In addition to those credit unions and caisses populaires for which the Corporation has provided for known deposit insurance losses, the audited financial statements of 32 other credit unions and caisses populaires report aggregate accumulated deficits of approximately $11 million as at December 31, 1990. Of these, 14 credit unions and caisses populaires representing $6 million of aggregate deficits are currently reporting interim profits while the remaining 18 credit unions and caisses populaires representing $5 million of aggregate deficits continue to sustain losses.

## BOARD OF DIRECTORS

**Kenneth R. Oswell,** *Chairman*
Mr. Oswell retired in 1984 as a partner in a major international firm of chartered accountants and management consultants. He is currently a director of several companies and not-for-profit organizations. Throughout his career, he has been active in a broad range of domestic and international professional, business and community activities.

**David W. Pretty,** *Vice Chairman*
Mr. Pretty was formerly president of a major life insurance company and has extensive background in the insurance and investment fields. He is currently president of a financial consulting company and is a director of several public and community organizations.

**Jean-Baptiste Alie**
Mr. Alie is an entrepreneur in Hawkesbury, Ontario. He has been involved in the credit union and caisse populaire movement for many years.

**Matthew Gaasenbeek**
Mr. Gaasenbeek is president of a natural resource company as well as a venture capital corporation and is a director of several companies. He has occupied a number of senior positions in investment broker firms. He also served as senior advisor to the Canadian International Development Agency.

**R. William Lawson**
Mr. Lawson retired as Senior Deputy Governor of the Bank of Canada in February 1984. He was a member of Canadian delegations to many international conferences. He was named Officer of the Order of Canada in June 1984.

**Ronald A. Marion**
Mr. Marion is a lawyer with a major legal firm in Welland, Ontario. He is a trustee of the Niagara South Board of Education and Past President of l'Association française des conseils scolaires de l'Ontario. He is also president of a public small business development corporation and involved in numerous community activities.

**James G. McPherson**
Mr. McPherson is a lawyer with Carson, Gross & McPherson of Toronto and heads the Business Law Group of that firm. He advises owner presidents and senior executives of Canadian private companies as well as international corporations doing business in Ontario and abroad. He has acted as a director of various financial and community organizations.

**Lili-Ann Renaud-Foster**
Ms. Renaud-Foster is president of one of Ottawa's leading management consulting firms, specializing in human resources. She has extensive management consulting experience, including the management of the human resources practice for a major international firm. She has also been a Director of Le Cercle Universitaire d'Ottawa.

**Roland Sewell**
Mr. Sewell retired in January 1985 as Acting Assistant Deputy Minister, Finance & Administration with the Ministry of Agriculture. He has been involved in the credit union and caisse populaire movement for many years.

## SUB-COMMITTEES

**Audit Committee**
This committee liaises with the external auditors of the Corporation to ensure that sound business practices are applied within the Corporation. The committee also reviews the audited financial statements of the Corporation with a view to making required recommendations to the board.

James G. McPherson,
*Chairman*
Roland Sewell

**Deposit Insurance Protection Committee**
This committee reviews matters pertaining to credit unions and caisses populaires taken under the direction of the Corporation pursuant to section 116 of the Act. The committee also acts on behalf of the board in situations requiring immediate board decisions for credit unions and caisses populaires taken under direction.

Matthew Gaasenbeek,
*Chairman*
David W. Pretty

**Human Resources Committee**
This committee assists in an advisory capacity in the implementation of policies relating to the Corporation's compensation, employee benefits and related matters. The committee also reviews proposed changes in these areas in order to make appropriate recommendations to the board.

Lili-Ann Renaud-Foster,
*Chairman*
Ronald A. Marion

**Investment and Finance Committee**
This committee liaises with management for the purpose of periodically reviewing the Corporation's investment and borrowing policies and practices in accordance with the Credit Unions and Caisses Populaires Act.

R. William Lawson,
*Chairman*
James G. McPherson

Mr. Kenneth R. Oswell is an ex-officio member of all sub-committees of the board.

# ADVISORY COMMITTEES

**PERFORMANCE ANALYSIS ADVISORY COMMITTEE**

**Function and Responsibilities**:
- All matters related to the analysis of credit union/caisse populaire financial performance, and the use of OSDIC's credit union/caisse populaire database;
- Ways and means by which users can be trained to optimize the use of the system and reports;
- Data, information and output required by users, including the required frequency;
- Ways and means of capturing data and/or output;
- Allocation to users of the costs of the statistical system;
- Medium and long range endorsement of technological developments on information processing.

**Members:**
Brian Fisher, Parry Sound Muskoka Credit Union Limited, Region: Bracebridge

Chantal Fortin, AMCU Credit Union Inc., Region: Toronto

Michel Gingras, La Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc.,Region:Ottawa

Harvey Glower, Ministry of Financial Institutions, Region: Toronto

Sean G. Jackson, Niagara Credit Union Limited, Region: Niagara

Barry Munro, Hepcoe Credit Union Limited, Region: Toronto

Larry Torontow, The Civil Service Co-operative Credit Society Limited, Region: Ottawa

**CAPITAL ADEQUACY ADVISORY COMMITTEE**

**Function and Responsibilities**:
- Review, in accordance with defined criteria and evidence, the capital rehabilitation plans of credit unions and caisses populaires unable to meet surplus and capital requirements;
- Recommend to the Director of Credit Unions the course of action which should be taken on each application;
- Review and make comments and suggestions to OSDIC on capital adequacy issues, as required.

**Members:**
Gerald Clement, Windsor Teachers Credit Union Limited, Region: Windsor

Dennis Daub, Waterloo County Board of Education Employees' Credit Union Limited, Region: Kitchener

Ron Dias, Ministry of Financial Institutions, Region: Toronto

Carl Dowsett, The Civil Service Co-operative Credit Society Limited, Region: Ottawa

Aurel Rhéault, Caisse populaire de Chelmsford Limitée, Region: Sudbury

John Rider, Toronto Fire Department Employees' Credit Union Limited, Region: Toronto

James Stephenson, Markham-Stouffville Community Credit Union Limited, Region: Markham/Stouffville

**SOUND BUSINESS PRACTICES ADVISORY COMMITTEE**

**Function and Responsibilities**:
Review and provide comments and input on:
- Draft standards and guidelines on sound business and financial practices;
- Methods for the effective delivery, implementation and enforcement of standards and guidelines;
- Methods by which users can be trained to optimize the use of the standards and guidelines.

**Members:**
Cees Bijl, DUCA Community Credit Union Limited, Region: Toronto

Jean-Guy Clément, Caisse populaire de Hawkesbury Limitée, Region: Ottawa

William Goertz, Niagara Credit Union Limited, Region: Niagara

John Harper, Ministry of Financial Institutions, Region: Toronto

Marty Komsa, Windsor Family Credit Union Limited, Region: Windsor

Stan Krol, St. Stanislaus-St. Casimir's Polish Parishes Credit Union Limited, Region: Toronto

Jean-Guy Laflèche, La Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc., Region: Ottawa

Alan Marentette, Credit Union Central of Ontario, Region: Toronto

Rosemay O'Conner, ASCU Community Credit Union Limited, Region: Sault Ste-Marie

**DEPOSIT PROTECTION ADVISORY COMMITTEE**

**Function and Responsibilities:**
Provides advice and counsel to the DPS department in the development and implementation of overall deficit resolution strategies and the determination of solutions to be employed in individual circumstances.

**Members:**
Réginald Bertrand, Caisse populaire Notre-Dame d'Ottawa Limitée, Region: Ottawa

Kathleen Fitzgerald, Starnews Credit Union Limited, Region: Toronto

Ronald Fitzgerald, The Civil Service Co-Operative Credit Society Limited, Region: Ottawa

Jean Louiseize,Caisse populaire Sturgeon Falls Limitée, Region: Sturgeon Falls

Alan Marentette, Credit Union Central of Ontario, Region: Toronto

James D. Nowlan, Avestel Credit Union Limited, Region: Hamilton

Doug Robinson, Dryden District Credit Union Limited, Region: Dryden

Jean-Marc Viau, Caisse populaire Alexandria Limitée, Region: Alexandria

Olha Zawerucha-Swyntuch, So-Use (Toronto) Credit Union Limited, Region: Toronto

Ron Dias, Ministry of Financial Institutions (Observer), Region: Toronto